

PARIS, le 21 novembre 1994

Le Conseiller à la Présidence

NOTE

(W)

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

S/C de Monsieur le Secrétaire Général

V, W

**Objet : Rwanda - Déclaration du ministre de la Coopération
M. Bernard Debré**

Dans un entretien à Radio France Internationale (RFI) le 18 novembre, M. Bernard Debré a déclaré que la politique française à l'égard du Rwanda "est difficile à cerner pour une raison relativement simple : c'est que l'Elysée et plus particulièrement le Président Mitterrand est très attaché à l'ancien président Habyarimana et à sa famille et à tout ce qu'était l'ancien régime (rwandais)". Pour cette raison, "il est donc difficile d'avoir une politique consensuelle".

Le ministre de la Coopération a ajouté qu'il allait, dès cette semaine, réunir "les acteurs politiques, sociaux et économiques qui connaissent bien le Rwanda" pour "définir une politique" et qu'il en "parlerait au Président".

Invité à réagir à ces propos, M. Juppé a déclaré le 20 novembre sur France 2 (à "l'heure de vérité"), qu'il "fallait laisser le temps au ministre de la Coopération d'ouvrir ses dossiers", puis a exposé, une nouvelle fois la position française sur le Rwanda, comme vous l'avez fait à Biarritz, en insistant sur la nécessité de revenir aux accords d'Arusha.

Kigali

A Kigali, la radio rwandaise a, bien entendu, salué la déclaration du ministre de la Coopération et violemment critiqué celle du ministre des Affaires étrangères avant de conclure: "le Rwanda n'a pas été invité à Biarritz par crainte de voir le sommet se transformer en tribunal international où l'on aurait désigné les auteurs du génocide".

10 *Bruno DELAYE*
Bruno DELAYE